

Procès-verbal du Conseil de gestion Réuni le mercredi 27 février 2019

Sous la présidence du Doyen Christian Vallar

Etaient présents : M. le Doyen VALLAR, X. LATOUR, M. TELLER, O. VERNIER, L. COCHIN, J.-R. DEMARCHI, C. COURTIN, G.-C. GIORGINI, C. TERRAZZONI, A. TRESCASES, A. DELORT, R. CHABBERT, V. DEBUIGNE, E. TARTAMELLA, A. ROSSI, B. ASSO, M. OUAKNINE.

Avaient donné procuration : M. LATINA et E. MOUIAL à X. LATOUR, I. PARACHKEVOVA et E. VOISIN-MONCHO à M. TELLER, Y. STRICKLER et C. PINA à O. VERNIER, A. GAZANO et P. LUPPI à C. TERRAZZONI, J. FICARA à J.-R. DEMARCHI, J. MATHIEU et D. FAY à C. VALLAR.

Etaient absents non représentés : P. TURK (excusée), K. DEHARBE, M.-H. SA VILAS BOAS (excusée), L. VOISIN, J. SCHLEMBACH, A. HUET, L. CORRADI, A. ATLAN, V. D'ANGELO-DONATO, J. PETRO

Etaient présents à titre consultatif : C. LEQUESNES-ROTH, responsable du projet DL4T et de la FabLex, C. MAMONTOFF, directrice du département droit public, P. RITTER, directeur administratif.

Le Doyen ouvre la séance à 9h.

Le Doyen fait part au Conseil de la tenue du prochain Conseil de gestion qui sera fixé en avril et dont l'ordre du jour sera l'élection du nouveau Doyen. Son mandat s'achèvera le 13 mai 2019.

1. Demande de création d'un certificat DL4T pour la rentrée 2019 (pour validation par les instances universitaires)

Le Doyen salue le travail du Professeur Marina TELLER et de Caroline LEQUESNE-ROTH qui ont lancé le projet DL4T (Deep Law for Tech), projet qui a reçu le soutien de l'Université Côte d'Azur, dans le cadre de ses projets de recherche IDEX.

Le Doyen donne la parole à M. TELLER et C. LEQUESNE-ROTH.

C. LEQUESNE-ROTH présente le souhait de l'équipe, dans le cadre du projet DL4T et de la FabLex, de la mise en place d'une semaine de conférences et ateliers destinés à la délivrance d'un « certificat DL4T » sur deux ans aux étudiants de Licence 2 et Licence 3. Le projet sera porté par le Professeur Eva MOUIAL.

Cette année, les étudiants de L2 (l'année prochaine ce seront les L3) pourraient assister à cette semaine qui aurait lieu la deuxième semaine de juin (période sans cours ni examen) et proposerait un ensemble de conférences et d'ateliers par petits groupes afin de faire réfléchir les étudiants aux problématiques liées à la confrontation du droit et des nouvelles technologies.

L'idée est également de pouvoir proposer aux meilleurs étudiants de Licence des thématiques attractives qui leur donnent envie de poursuivre leurs études à Nice ensuite et non de partir dès la L3 ailleurs en vue de la sélection en Master.

Les étudiants volontaires seraient sélectionnés au vu de leurs résultats de L1 et L2. Au maximum l'effectif sera de 30. Cela pourrait intéresser tant des étudiants de droit privé que de droit public au vu des thèmes. Le certificat ne permettra pas la délivrance d'ECTS.

Pour valider le certificat, les étudiants devront assister à la semaine de cours composée de quatre jours complets, avec une thématique qui fera écho aux travaux qui sont menés au sein de DL4T. Cette année, elle sera consacrée à la problématique des IoT (objets connectés), l'équipe du GREDEG ayant beaucoup travaillé sur ces questions-là.

La dernière journée sera consacrée à un projet de pédagogie innovante mené au sein de la FabLex, et qui s'inscrit dans le projet « Droit et fiction », porté par Giulio-Cesare Giorgini et Ugo Bellagamba. L'idée est de faire « jouer » les étudiants autour d'un cas pratique géant, sous la forme de jeux de rôle, de manière à les faire réfléchir sur les problématiques portant sur droit, intelligence artificielle et IoT. Une équipe au sein de la FabLex y travaille actuellement.

L'équipe des enseignants-chercheurs a été mobilisée sur la base du volontariat. Chaque membre de l'équipe donne trois heures de son temps sur des problématiques sur lesquelles il travaille. Les doctorants ont également été mobilisés.

Le Doyen demande au Conseil de voter.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité la demande de création du certificat DL4T.

2. Demande d'ouverture du Master DL4T (2^{ème} année) pour la rentrée 2019 ***(pour validation par les instances universitaires)***

C. LEQUESNE-ROTH présente ce projet de Master, rattaché à la Chaire d'excellence « Droit économique et intelligence artificielle ». Cette formation va porter sur trois domaines de prédilection qui en réalité ne font qu'un, puisqu'il y a une convergence technologique qui se traduit par une convergence juridique : l'intelligence artificielle, la protection des données et la crypto-sphère.

Cette offre de Master est née d'un double constat : une vraie demande du secteur professionnel pour former des juristes dans ces domaines particuliers et en miroir, le fait qu'il n'y ait pas vraiment d'offre de formation correspondante en France.

La volonté est de proposer une formation alliant le droit public et le droit privé, avec une forte composante technologique pour pouvoir former à ces métiers, tels que DPO (Data Protection Officer) ou auditeur algorithmique, qui sont les mêmes dans une entreprise ou une administration.

Le Master se compose autour de trois piliers :

- un enseignement théorique comportant trois cours fondamentaux : Deep Law, Deep Tech, et Gouvernance des données.
- un volet pratique, décliné autour de plusieurs chantiers avec les thématiques qui sont celles de la FabLex DL4T, à savoir justice prédictive, administration algorithmique, crypto-finance, villes connectées, smart contract et cyber-risque.

Ces disciplines-là sont en train de se développer et il y a un vrai besoin de juristes.

- un module de droit appliqué, dans lequel la FabLex aura un rôle important à jouer.

L'idée est de continuer autour de pédagogies innovantes, comme cela a été fait cette année, avec la mise en place et la participation à des *hackathons*, à des *Moot court* et de faire de la recherche de terrain. Pour exemple, un chantier a été lancé au sein de

la FabLex sur la reconnaissance faciale parce que c'est une vraie problématique à Nice. De nombreuses études sont menées pour démontrer les biais qu'il peut y avoir et les difficultés qui se posent dans ces dispositifs techniques. Le projet est de continuer avec cette recherche de terrain.

Ce Master DL4T sera la troisième formation rattachée à la FabLex, avec le Master Droit bancaire et financier et le Master Droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies.

Au niveau des enseignements, cela va se traduire par des enseignements à la fois en droit public, en droit privé et des modules technologiques. Pour pouvoir monter ce Master, un certain nombre de matières ont été mutualisées, avec le Master Droit et contentieux public approfondi, dirigé par le Professeur Pauline TURK et le Master Droit bancaire et financier, dirigé par le Professeur Marina TELLER, pour tout ce qui concerne la crypto-sphère et la blockchain.

Enfin, il y aura des connexions très fortes avec le Master de Data science de Charles BOUYEYRON (département de mathématiques) pour le volet de formation technique (initiation à la cryptographie, au code et à la statistique), ainsi qu'avec les enseignants-chercheurs en Informatique puisque le travail se fait en étroite collaboration avec Sérena VILLATA (laboratoire informatique signaux et système de Sophia Antipolis).

Ce Master a bénéficié d'un large soutien des professionnels. A ce jour, dix lettres d'engagement ont été reçues de la part des partenaires, qui s'engagent à prendre des contrats professionnels en alternance à partir de la rentrée.

Le coût de la formation sera le même que les autres Masters de droit économique. L'admission se fera sur dossier. L'effectif prévisionnel est de 15 étudiants inscrits pour débiter.

Le Doyen salue cette remarquable initiative. Avec son approche transdisciplinaire (droit public, droit privé, mais aussi d'autres champs disciplinaires différents du droit), ses thématiques d'actualité, souvent encore mal appréhendées par les universités, et l'ouverture sur l'alternance, ce que nous cherchons à développer dans cette maison, cette formation est parée de toute sorte d'avantages.

C. MAMONTOFF félicite l'équipe pour la création du certificat et du Master.

R. CHABBERT remarque le problème de l'accessibilité des locaux de DL4T, situés Villa Passiflore, pour les étudiants en situation de handicap.

P. RITTER indique que la salle dédiée à l'association des doctorants, n'étant plus active, elle pourrait être récupérée dans ce cadre.

C. LEQUESNE-ROTH précise que les bureaux sont utilisés par les chercheurs qui sont dans le projet DL4T et les *fabricateurs* qui font leur stage, c'est-à-dire 5 étudiants de Master 2 à temps plein plus 3 étudiants en Master 1 et quelques étudiants qui viennent assister aux séminaires, mais cela ne dépasse jamais 15 personnes sur les lieux.

V. DEBUIGNE remarque que les mutualisations avec les Masters de droit des affaires et droit public vont engendrer un problème de salles qui ne se posait pas cette année.

X. LATOUR ajoute qu'il va falloir tenir compte, en plus, du calendrier de l'alternance. Actuellement, le rythme de l'alternance est une semaine sur deux entreprise/faculté. Lors d'une réunion avec les maîtres de stage, il est apparu que ce rythme ne faisait pas l'unanimité dans les entreprises, parce que cela éloigne l'étudiant de l'entreprise une semaine entière. D'un point de vue pédagogique, ce rythme n'est pas tout à fait satisfaisant

non plus car cela coupe l'étudiant du rythme de travail universitaire.

Une discussion sur le rythme de l'alternance s'engage.

Il n'y a pas l'unanimité à ce sujet mais une réflexion sur ce calendrier de l'alternance doit être menée, car compte tenu des mutualisations qui existent, il va falloir que le calendrier soit le même pour tout le monde, avec une contrainte supplémentaire, qui est celle du Master Administration et liquidation des entreprises en difficulté, pour lequel une alternance en semaine est impérative, parce que ces étudiants ont des contrats loin de Nice.

Il n'y a pas de rythme idéal car il diffère en fonction des attentes des entreprises ou organisations. Il ne faut pas oublier surtout l'intérêt de tous les étudiants, qu'ils soient en alternance ou pas.

Le Doyen demande au Conseil de voter sur la demande de création du Master DL4T.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité la demande de création du Master DL4T telle que présentée.

3. Relations internationales

3.1. Renouvellement de la convention d'application Double Licence Droit avec l'ARENAP *(pour validation des instances universitaires)*

Le Doyen donne la parole à G.-C. GIORGINI, Vice-Doyen Relations internationales.

Le premier projet soumis à l'examen du Conseil est celui du renouvellement de la convention avec l'ARENAP (Académie Russe d'Economie Nationale et d'Administration Publique auprès du Président de la Fédération de Russie), établissement d'enseignement supérieur russe comparable à l'ENA français, partenaire stratégique de l'Université Nice Sophia Antipolis et de l'Université Côte d'Azur.

Les programmes que nous avons en partenariat avec l'ARENAP, concernent le niveau Licence et Master, et sont afférents au droit public et au droit privé.

Ces programmes fonctionnent plutôt bien, même si nous avons connu des difficultés qui étaient liées notamment au niveau linguistique des étudiants.

Trois projets d'accords de double diplôme au niveau Master ont été présentés lors du précédent Conseil de gestion, pour lesquels les projets envisagés s'inscrivent dans une véritable dimension d'accompagnement de nos partenaires russes, afin de leur permettre d'ouvrir des nouvelles filières, dans le cadre d'un partenariat scientifique et pédagogique très approfondi.

Sur la question de la Licence, cela correspond à la convention qui est actuellement en cours d'exécution et qui a été validée par ce Conseil il y a à peu près deux ans.

Nous couvrons simplement un parcours un peu différent, puisque c'est le parcours « Droit », avec une spécialisation de « Droit international » du côté de l'ARENAP, et de notre côté le programme est celui de notre nouvelle Licence telle qu'elle est déployée depuis maintenant un an. L'échange concernera uniquement la troisième année, lors de laquelle les étudiants russes viendront à Nice.

G.-C. GIORGINI tient à signaler, qu'avec toute l'équipe décanale, il a tenu bon pour que, du point de vue pédagogique, un certain nombre de conditions soient respectées, notamment sur les questions linguistiques. Il nous a été demandé à plusieurs reprises si nous pouvions

abaisser le niveau qui était requis, ce qui n'a pas été fait, dans l'intérêt même des étudiants qui participent au programme, car il a été constaté que c'était le principal obstacle à la réussite de ces étudiants.

Le Doyen demande au Conseil de voter sur le renouvellement de cette convention.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité le renouvellement de la convention d'application Double Licence Droit avec l'Académie russe d'économie nationale et d'administration publique (ARENAP)

Annexe : Convention

3.2. Projet d'accord-cadre de coopération avec l'Université Aleksandër Moisiu de Durrës (pour validation des instances universitaires)

Ce projet a été élaboré dans le prolongement d'une visite effectuée par le Doyen, qui s'est déroulée dans d'excellentes conditions, auprès de l'Université Aleksandër Moisiu à Durrës (Albanie), une université qui a une histoire assez récente mais qui connaît depuis plusieurs années un développement extrêmement important.

Une analyse, réalisée pour cerner les qualités et les particularités de ce partenaire, a permis de repérer que plusieurs Ministres du gouvernement albanais sont diplômés de l'Université de Moisiu.

Il s'agit pour l'instant d'un accord-cadre, dont l'objet est de promouvoir et encourager, pour les partenaires, leur coopération et leurs échanges en matière d'enseignement et de recherche. Cet accord sera le support au développement d'autres accords de partenariats plus approfondis.

Les perspectives de partenariat avec l'Université Moisiu paraissent importantes. Cela correspond aussi à un souhait des instances de l'Union Européenne, dans le cadre de la procédure d'adhésion de l'Albanie à l'Union Européenne, d'accompagner les établissements d'enseignement supérieur albanais.

Cela nous donne les fondements de prévoir un futur avec des vraies perspectives.

Le Doyen précise que l'Université Moisiu, dans laquelle il s'est rendu et a été reçu par le Recteur, est une université publique, mieux considérée que l'Université de Tirana, et soumise comme notre Université à une évaluation par une instance nationale. Elle compte 3000 étudiants environ. Les étudiants albanais ont généralement un beau niveau académique.

L'Ambassade de France nous a sollicité et a accompagné le processus, y compris financièrement.

L'intérêt s'est porté, pour le moment, sur le Master Administration des collectivités territoriales, car il y a une intention de structurer les collectivités territoriales. Ce partenariat pourrait ouvrir sur des perspectives de double –diplomation.

Le Doyen demande au Conseil de voter sur ce projet d'accord-cadre.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité le projet d'accord-cadre de coopération avec l'Université Aleksandër Moisiu de Durrës.

Annexe : Projet d'accord-cadre

3.3. Projet de convention-cadre de partenariat avec l'Union des Juristes de la Fédération de Russie *(pour validation des instances universitaires)*

L'idée d'envisager un partenariat avec l'Union des Juristes est apparue à la suite d'échanges avec des parents d'étudiants qui ont participé au programme de double-Licence Droit avec l'ARENAP, et qui nous ont dit faire partie d'un grand cabinet d'avocats russes, et avoir des fonctions dans cette association russe importante qu'est l'Union des Juristes de la Fédération de Russie.

Ce partenariat s'inscrit dans la même logique que le partenariat que nous avons avec le Tribunal de Grande Instance et l'Ordre des avocats au Barreau de Grasse avec, dans le cas présent, un partenaire privé étranger.

Le contenu, rédigé à partir du modèle existant d'accord avec nos autres partenaires locaux, a été adapté en tenant compte des dernières évolutions, notamment de l'entrée en vigueur du règlement européen sur la protection des données (RGPD).

Il s'agit d'un accord par lequel sont stipulés les engagements de l'Union des Juristes et de l'Université qui s'engagent à travailler en partenariat lors d'actions et d'événements définis.

Du point de vue des engagements de l'Université, ce sont les mêmes que nous avons pris pour les autres partenaires : sensibilisation aux métiers du droit, mise à disposition de locaux dans la limite des capacités d'accueil, diffusion des offres de stages qu'il nous ferait parvenir (l'Union des juristes a des relais en France dans un certain nombre de cabinets d'avocats et dans d'autres pays de l'Union Européenne), participation des membres à des projets de recherches communs, et création d'événements UCA/UNS/Union des Juristes.

Ce projet de convention-cadre de partenariat est intéressant, dans la mesure où nous allons avoir de plus en plus d'accords de double-diplomation avec la Russie.

Le Doyen demande au Conseil de voter sur ce projet de convention.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité le projet de convention-cadre de partenariat avec l'Union des Juristes de la Fédération de Russie.

Annexe : Projet de convention-cadre

Giulio GIORGINI, Vice-Doyen, fait le point sur les relations internationales.

Actuellement, l'action du Bureau des Relations Internationales se porte essentiellement sur deux axes.

L'édition de toutes les conventions est en cours, afin de mettre en œuvre la procédure de renouvellement, pour celles qui arrivent bientôt à échéance. Le Conseil sera saisi dans une prochaine séance des propositions de renouvellement pour un certain nombre d'accords.

Par ailleurs des négociations sont en cours, avant signature, concernant des doubles diplômes, qui concernent essentiellement l'ARENAP, mais aussi l'Université internationale de Casablanca.

Un travail est engagé également avec le Qatar, ainsi que récemment avec le représentant en France de l'Université Jiao Tong, à Shanghai, l'Université qui établit le classement des Universités. Une réflexion a démarré et les partenaires se montrent extrêmement intéressés. Le partenariat porterait sur un accord de mobilité, et surtout la mise en place de programmes au niveau doctorat. Ce serait un diplôme d'établissement niveau doctorat, dirigé essentiellement vers les cadres supérieurs des grandes entreprises chinoises, très

demandeurs de programmes pointus pour correspondre aux besoins de leurs entreprises respectives.

4. Calendrier universitaire 2019-2020 *(pour validation CFVU)*

Le Doyen présente le projet de calendrier 2019-2020 pour la Faculté, qui s'inscrit dans le calendrier global de l'Université.

Ce calendrier a été élaboré en tenant compte de différentes contraintes. Il a dû s'harmoniser avec l'UFR LASH, en raison de la Licence commune Philosophie-Droit et le parcours « Science politique » de la Licence d'Histoire.

Les marges de manœuvre sont réduites, en raison également des deux semaines dédiées à l'évaluation des compétences transversales et de la période « Enjeux » en début d'année universitaire.

Le Professeur Xavier LATOUR, Vice-Doyen Pédagogie, rappelle que la période « Enjeux » est une période dédiée à l'accueil des étudiants entrant en Licence 1, déterminée par l'Université, et pendant laquelle les étudiants ont la possibilité de découvrir l'univers universitaire, la faculté, les cours dispensés en droit. Cette période leur laisse également la possibilité de se réorienter s'ils le souhaitent, sans attendre la fin du semestre.

Les compétences transversales, gérées par l'Université, sont des modules de cours en ligne : anglais, compétences écrites, compétences informatiques, pré-professionnalisation. L'évaluation est elle aussi dématérialisée. Les étudiants viennent par groupe dans une salle aménagée avec des postes informatiques.

X. LATOUR remarque à ce propos, qu'en Licence 1, le taux de réussite au premier semestre a pratiquement doublé, avec 44 % de réussite. L'explication réside dans le fait que, cette année, l'Université a fait entrer l'évaluation des compétences transversales dans les moyennes. Les notes des matières juridiques sont susceptibles d'être compensées par les notes obtenues dans les compétences transversales. Il faudra en tenir compte au second semestre. Ce ne sera plus le cas l'année prochaine.

La question s'est posée de positionner tous les examens du premier semestre avant les vacances de Noël. Pour cela, la seule alternative serait de réduire l'intervalle entre le début des cours et le début des travaux dirigés de deux semaines à une semaine.

A. TRESCASES constate qu'avancer les TD serait très compliqué car les étudiants ont des difficultés pour choisir les travaux dirigés alors qu'on leur laisse déjà deux semaines.

X. LATOUR indique qu'il va falloir faire preuve de cohérence et de rigueur à ce sujet. On peut imaginer refuser les demandes de changement d'inscription aux TD et affecter les étudiants qui n'auraient pas procédé à leur inscription pédagogique dans les délais, automatiquement dans les TD pour lesquels il reste de la place.

X. LATOUR remarque par ailleurs qu'un nombre curieusement élevé de demande de rectification matérielle survient après les délibérations, de la part des chargés de TD. Cela donne l'impression que les chargés de TD succombent aux pressions des étudiants et utilisent cette marge de manœuvre de l'erreur matérielle. Il va falloir que dans les départements, les responsables de département et les responsables de matières, vérifient de beaucoup plus près la gestion des travaux dirigés.

P. RITTER rappelle que l'ancien système prévoyait la période d'examens du premier semestre après les vacances de Noël. Le placement d'une partie des examens en décembre a été réalisé suite à la demande des enseignants et des étudiants dans le but d'équilibrer les révisions.

Une discussion s'engage.

C. COURTIN rapporte que certains étudiants se sont plaints de discrimination car, au sein du même Master 1, une partie des étudiants a passé tous les examens avant Noël et l'autre groupe, après Noël.

A.DELORT explique que le calendrier des examens est élaboré en prenant en considération de nombreux éléments : les mutualisations, les matières optionnelles, les épreuves de 3 heures programmée de préférence le matin, avec le souci d'équilibrer pour chaque année le même nombre d'épreuves avant et après les vacances de Noël, la volonté de programmer les épreuves à gros effectifs la première semaine, pour que les enseignants aient plus de temps de correction, et intervertir d'une année sur l'autre pour conserver une certaine homogénéité.

En chiffre, cela correspond à 120 épreuves écrites, dont 43 épreuves écrites de 3 heures, sans compter les épreuves orales, pour le semestre 1. Là-dessus, il y a entre 25 et 30 % d'épreuves communes, ce qui engendre des contraintes.

A.ROSSI, élu étudiant, souhaite revenir sur le Master 1 Droit des affaires dont la maquette a été votée pendant l'été. Il fait remonter les remarques des étudiants qui ont indiqué que le Master avait complètement changé et aucune information pour les inscriptions n'avaient été données.

A.TRESCASES, responsable du M1 Droit des affaires, précise que la maquette présentée est celle qui a été votée. La modification apportée est l'ajout de la « Mineure DS4H » (Digital System for Humans), imposée par l'Université. Les principaux acteurs n'ont pas été capables de dire comme cela fonctionnait précisément, de fait l'équipe a dû fonctionner au fil de l'eau sur cette question.

A.ROSSI relaie le questionnement de certains étudiants, concernant le Master 1 Droit des affaires, seul M1 qui ne bénéficie pas de compensation semestrielle.

A.TRESCASES répond que la décision a été prise suite à une délibération de l'ensemble du corps enseignant de la Mention Droit des affaires, dans l'objectif que les étudiants qui accéderont à un Master 2 puis au monde professionnel auront acquis de réelles compétences dans toutes les matières.

Le constat est d'ailleurs positif. Les résultats des étudiants sont meilleurs que les années précédentes. En chiffre, cela correspond à 74 % d'étudiants admis après délibération en 2017-2018 et cette année, on est passé à 81 % d'admis à l'issue des résultats de master 1 au semestre. Les étudiants se sont mis au travail sachant qu'il n'y avait pas de compensation entre le semestre 1 et 2.

L'équipe pédagogique a discuté de la charge de travail extrêmement lourde que cela a occasionné pour les étudiants, car il leur a été imposé 4 TD au premier semestre et 2 TD au semestre 2. A partir de l'année prochaine, il y aura 2 TD par semestre.

Il est précisé que la décision de la compensation n'est pas obligée d'être prise à l'échelle de la composante et le positionnement de la Mention Droit des affaires a été soumis aux autres mentions. C'est la volonté de l'équipe de poursuivre dans cette voie, pour assurer un seuil de compétences plus uniforme qui permette ensuite aux étudiants d'avoir une vraie valeur sur le marché du travail.

P. RITTER fait part au Conseil du départ à la retraite en 2020 de M. René CHARVIN, responsable de la reprographie. Il fait l'éloge du travail remarquable de M. CHARVIN qui fait preuve d'un grand professionnalisme et d'une extrême disponibilité. P. RITTER indique qu'il compte sur le soutien du Conseil, pour garder ce service de proximité (qui n'a pas son équivalent au sein de l'Université) car ce service représente une plus-value pour les

enseignants au quotidien.

Le Doyen demande au Conseil de voter sur le calendrier proposé.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité le projet de calendrier 2019-2020 proposé.

5. Questions diverses

5.1. Questionnements soulevés par l'alternance dans les Masters de droit public (pour information)

Le Doyen donne la parole au Professeur Catherine MAMONTOFF, responsable du parcours « Métiers de l'immobilier et de l'urbanisme » (M2 MIU) du Master Droit public.

C. MAMONTOFF souhaite soulever certaines interrogations qui concernent les Masters de droit public en alternance.

Le Conseil de gestion avait arrêté la somme de 6000 € pour les droits d'inscription qui sont payés par l'employeur. Il s'avère que ces droits d'inscription sont descendus à 3800 €, sans que les responsables de formation aient été informés. L'étude des conventions de gestion entre le CFA EPURE et les entreprises, ainsi que la maquette du M2 MIU disponible sur internet, a permis de constater que cela ne correspondait pas à la maquette initiale votée en Conseil de gestion. Le même dysfonctionnement apparaît pour d'autres Masters de droit public.

C. MAMONTOFF demande à ce que l'on revienne, pour la rentrée prochaine, à ce qui a été décidé par le Conseil de gestion qui est la seule décision valable.

C. MAMONTOFF fait état d'un deuxième problème. Les responsables pédagogiques n'ont pas connaissance avant signature des conventions passées entre le CFA EPURE et les entreprises, or ils sont les principales parties prenantes. Les responsables de formation doivent pouvoir avoir connaissance en amont du contrat, qui devrait être transmis et visé par le décanat et éventuellement par les responsables de Master. Elle note par ailleurs un certain nombre d'erreurs dans ces contrats.

C. MAMONTOFF relève un troisième problème : le prélèvement. Le CFA EPURE a été présenté aux responsables pédagogiques comme présentant un fonctionnement intéressant car il prenait environ 360 euros, contre 14% + 200 euros prélevé par UnicePro. L'année dernière, le prélèvement par la faculté a été de près de 60 % pour le M2 MIU. C. MAMONTOFF demande à ce que le prélèvement soit celui qui a été arrêté, c'est-à-dire environ 360 euros pour le CFA EPURE et les 15 % prélevés par la Faculté.

P. RITTER répond que le budget de la Faculté correspond à une ligne du budget de l'Université. L'Université met à disposition un budget pour l'année en cours et des recettes. Les recettes se compensent les unes les autres. Les recettes de la formation continue viennent abonder en partie le fonctionnement de la faculté.

C. TERRAZZONI remarque qu'avec ce système, les responsables pédagogiques vont se démotiver dans le développement de l'alternance, s'il n'y a aucune retombée au niveau des Masters.

P. RITTER répond qu'aujourd'hui, avec la nouvelle organisation, si l'Ecole Universitaire de Recherche (EUR) n'a pas de ressources propres liées à la formation continue, elle n'existe plus. Un exemple concret avec DL4T, les recettes générées grâce à la formation continue des Masters Droit des affaires ont permis d'amorcer le projet DL4T avec le soutien de l'UFR.

X. LATOUR souligne que cette question du financement des EUR et des ressources propres n'est pas spécifique au droit. Tous les porteurs d'EUR ont la même préoccupation et ont fait

remonter à la Présidence la volonté que l'augmentation des ressources propres ne soit pas synonyme d'une baisse de la dotation.

Un autre point sur lesquels tous les porteurs d'EUR sont d'accord est l'idée que les ressources propres doivent à la fois abonder le budget pour le fonctionnement de la structure (participer aux activités d'intérêt général) d'où le prélèvement qui doit rester acceptable, et à la fois permettre aux diplômés qui font rentrer ces ressources de mieux fonctionner en offrant plus d'activités ou de matériels au service des étudiants.

Une discussion suit sur les comptes et les sommes engendrées par l'alternance.

C. MAMONTOFF demande à ce que soit clarifié le montant des prélèvements liés à la formation continue et l'alternance, et demande qu'une réunion soit organisée avec les responsables de Masters pour faire le point.

5.2. Equipement des sanitaires *(pour information)*

A. ROSSI, élu étudiant, fait remonter le constat des étudiants quant au manque de propreté de certains espaces sanitaires. Il suggère la solution d'équiper les sanitaires d'un distributeur de produit désinfectant pour le nettoyage des lunettes de WC, comme cela est le cas dans certains établissements publics ou les aéroports.

P. RITTER indique que cela peut s'envisager, mais en ciblant les sanitaires les plus fréquentés, par exemple au rez-de-chaussée ou la bibliothèque universitaire.

Certains suggèrent des patères dans les toilettes des femmes pour suspendre un sac à main.

5.3. Séminaires d'excellence *(pour information)*

X. LATOUR fait le point sur les séminaires d'excellence. La mise en place de ces séminaires avait été décidé, dans un premier temps, pour les étudiants de Licence 1, avec le souhait de déployer au fur et à mesure sur les autres niveaux.

Les enseignants-chercheurs se sont bien mobilisés. Cela correspond à 16 heures au semestre 2 en Licence 1, puis 16 heures au semestre 3 et 4 en Licence 2. Une très bonne mobilisation des étudiants est à relever : 28 étudiants se sont inscrits sur 30 places disponibles.

Les premiers retours sont très positifs. Les étudiants ont l'air d'adhérer à la formule qui a été voulue sérieuse mais en même temps pas trop contraignante pour ces étudiants qui ont déjà une grosse charge de travail.

Les premières séances incitent à penser que ce programme va pouvoir fonctionner et qu'il va pouvoir être développé, comme il était prévu en L2 et L3 avec, pour les étudiants, un aspect très intéressant puisqu'ils vont obtenir un supplément au diplôme dont ils vont pouvoir faire état lors de leur candidature en Master, et un bonus classique dans la moyenne générale.

Ce dispositif a beaucoup plu à l'Université qui a décidé d'inscrire ces séminaires d'excellence dans les premières réalisations par anticipation de l'EUR, au titre du lien entre le Collegium (Licence) et l'initiation à la recherche en Master.

Par contre l'université n'a pas financé les heures, il faut que nous nous autofinancions.

La séance est levée à 11h30

Le Doyen
Christian VALLAR



Procès-verbal du Conseil de gestion Réuni le mercredi 27 février 2019

Sous la présidence du Doyen Christian Vallar

Etaient présents : M. le Doyen VALLAR, X. LATOUR, M. TELLER, O. VERNIER, L. COCHIN, J.-R. DEMARCHI, C. COURTIN, G.-C. GIORGINI, C. TERRAZZONI, A. TRESCASES, A. DELORT, R. CHABBERT, V. DEBUIGNE, E. TARTAMELLA, A. ROSSI, B. ASSO, M. OUAKNINE.

Avaient donné procuration : M. LATINA et E. MOUIAL à X. LATOUR, I. PARACHKEVOVA et E. VOISIN-MONCHO à M. TELLER, Y. STRICKLER et C. PINA à O. VERNIER, A. GAZANO et P. LUPPI à C. TERRAZZONI, J. FICARA à J.-R. DEMARCHI, J. MATHIEU et D. FAY à C. VALLAR.

Etaient absents non représentés : P. TURK (excusée), K. DEHARBE, M.-H. SA VILAS BOAS (excusée), L. VOISIN, J. SCHLEMBACH, A. HUET, L. CORRADI, A. ATLAN, V. D'ANGELO-DONATO, J. PETRO

Etaient présents à titre consultatif : C. LEQUESNES-ROTH, responsable du projet DL4T et de la FabLex, C. MAMONTOFF, directrice du département droit public, P. RITTER, directeur administratif.

Le Doyen ouvre la séance à 9h.

Le Doyen fait part au Conseil de la tenue du prochain Conseil de gestion qui sera fixé en avril et dont l'ordre du jour sera l'élection du nouveau Doyen. Son mandat s'achèvera le 13 mai 2019.

1. Demande de création d'un certificat DL4T pour la rentrée 2019 (pour validation par les instances universitaires)

Le Doyen salue le travail du Professeur Marina TELLER et de Caroline LEQUESNE-ROTH qui ont lancé le projet DL4T (Deep Law for Tech), projet qui a reçu le soutien de l'Université Côte d'Azur, dans le cadre de ses projets de recherche IDEX.

Le Doyen donne la parole à M. TELLER et C. LEQUESNE-ROTH.

C. LEQUESNE-ROTH présente le souhait de l'équipe, dans le cadre du projet DL4T et de la FabLex, de la mise en place d'une semaine de conférences et ateliers destinés à la délivrance d'un « certificat DL4T » sur deux ans aux étudiants de Licence 2 et Licence 3. Le projet sera porté par le Professeur Eva MOUIAL.

Cette année, les étudiants de L2 (l'année prochaine ce seront les L3) pourraient assister à cette semaine qui aurait lieu la deuxième semaine de juin (période sans cours ni examen) et proposerait un ensemble de conférences et d'ateliers par petits groupes afin de faire réfléchir les étudiants aux problématiques liées à la confrontation du droit et des nouvelles technologies.

L'idée est également de pouvoir proposer aux meilleurs étudiants de Licence des thématiques attractives qui leur donnent envie de poursuivre leurs études à Nice ensuite et non de partir dès la L3 ailleurs en vue de la sélection en Master.

Les étudiants volontaires seraient sélectionnés au vu de leurs résultats de L1 et L2. Au maximum l'effectif sera de 30. Cela pourrait intéresser tant des étudiants de droit privé que de droit public au vu des thèmes. Le certificat ne permettra pas la délivrance d'ECTS.

Pour valider le certificat, les étudiants devront assister à la semaine de cours composée de quatre jours complets, avec une thématique qui fera écho aux travaux qui sont menés au sein de DL4T. Cette année, elle sera consacrée à la problématique des IoT (objets connectés), l'équipe du GREDEG ayant beaucoup travaillé sur ces questions-là.

La dernière journée sera consacrée à un projet de pédagogie innovante mené au sein de la FabLex, et qui s'inscrit dans le projet « Droit et fiction », porté par Giulio-Cesare Giorgini et Ugo Bellagamba. L'idée est de faire « jouer » les étudiants autour d'un cas pratique géant, sous la forme de jeux de rôle, de manière à les faire réfléchir sur les problématiques portant sur droit, intelligence artificielle et IoT. Une équipe au sein de la FabLex y travaille actuellement.

L'équipe des enseignants-chercheurs a été mobilisée sur la base du volontariat. Chaque membre de l'équipe donne trois heures de son temps sur des problématiques sur lesquelles il travaille. Les doctorants ont également été mobilisés.

Le Doyen demande au Conseil de voter.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité la demande de création du certificat DL4T.

2. Demande d'ouverture du Master DL4T (2^{ème} année) pour la rentrée 2019 ***(pour validation par les instances universitaires)***

C. LEQUESNE-ROTH présente ce projet de Master, rattaché à la Chaire d'excellence « Droit économique et intelligence artificielle ». Cette formation va porter sur trois domaines de prédilection qui en réalité ne font qu'un, puisqu'il y a une convergence technologique qui se traduit par une convergence juridique : l'intelligence artificielle, la protection des données et la crypto-sphère.

Cette offre de Master est née d'un double constat : une vraie demande du secteur professionnel pour former des juristes dans ces domaines particuliers et en miroir, le fait qu'il n'y ait pas vraiment d'offre de formation correspondante en France.

La volonté est de proposer une formation alliant le droit public et le droit privé, avec une forte composante technologique pour pouvoir former à ces métiers, tels que DPO (Data Protection Officer) ou auditeur algorithmique, qui sont les mêmes dans une entreprise ou une administration.

Le Master se compose autour de trois piliers :

- un enseignement théorique comportant trois cours fondamentaux : Deep Law, Deep Tech, et Gouvernance des données.
- un volet pratique, décliné autour de plusieurs chantiers avec les thématiques qui sont celles de la FabLex DL4T, à savoir justice prédictive, administration algorithmique, crypto-finance, villes connectées, smart contract et cyber-risque.

Ces disciplines-là sont en train de se développer et il y a un vrai besoin de juristes.

- un module de droit appliqué, dans lequel la FabLex aura un rôle important à jouer.

L'idée est de continuer autour de pédagogies innovantes, comme cela a été fait cette année, avec la mise en place et la participation à des *hackathons*, à des *Moot court* et de faire de la recherche de terrain. Pour exemple, un chantier a été lancé au sein de

la FabLex sur la reconnaissance faciale parce que c'est une vraie problématique à Nice. De nombreuses études sont menées pour démontrer les biais qu'il peut y avoir et les difficultés qui se posent dans ces dispositifs techniques. Le projet est de continuer avec cette recherche de terrain.

Ce Master DL4T sera la troisième formation rattachée à la FabLex, avec le Master Droit bancaire et financier et le Master Droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies.

Au niveau des enseignements, cela va se traduire par des enseignements à la fois en droit public, en droit privé et des modules technologiques. Pour pouvoir monter ce Master, un certain nombre de matières ont été mutualisées, avec le Master Droit et contentieux public approfondi, dirigé par le Professeur Pauline TURK et le Master Droit bancaire et financier, dirigé par le Professeur Marina TELLER, pour tout ce qui concerne la crypto-sphère et la blockchain.

Enfin, il y aura des connexions très fortes avec le Master de Data science de Charles BOUYEYRON (département de mathématiques) pour le volet de formation technique (initiation à la cryptographie, au code et à la statistique), ainsi qu'avec les enseignants-chercheurs en Informatique puisque le travail se fait en étroite collaboration avec Sérena VILLATA (laboratoire informatique signaux et système de Sophia Antipolis).

Ce Master a bénéficié d'un large soutien des professionnels. A ce jour, dix lettres d'engagement ont été reçues de la part des partenaires, qui s'engagent à prendre des contrats professionnels en alternance à partir de la rentrée.

Le coût de la formation sera le même que les autres Masters de droit économique. L'admission se fera sur dossier. L'effectif prévisionnel est de 15 étudiants inscrits pour débiter.

Le Doyen salue cette remarquable initiative. Avec son approche transdisciplinaire (droit public, droit privé, mais aussi d'autres champs disciplinaires différents du droit), ses thématiques d'actualité, souvent encore mal appréhendées par les universités, et l'ouverture sur l'alternance, ce que nous cherchons à développer dans cette maison, cette formation est parée de toute sorte d'avantages.

C. MAMONTOFF félicite l'équipe pour la création du certificat et du Master.

R. CHABBERT remarque le problème de l'accessibilité des locaux de DL4T, situés Villa Passiflore, pour les étudiants en situation de handicap.

P. RITTER indique que la salle dédiée à l'association des doctorants, n'étant plus active, elle pourrait être récupérée dans ce cadre.

C. LEQUESNE-ROTH précise que les bureaux sont utilisés par les chercheurs qui sont dans le projet DL4T et les *fabricateurs* qui font leur stage, c'est-à-dire 5 étudiants de Master 2 à temps plein plus 3 étudiants en Master 1 et quelques étudiants qui viennent assister aux séminaires, mais cela ne dépasse jamais 15 personnes sur les lieux.

V. DEBUIGNE remarque que les mutualisations avec les Masters de droit des affaires et droit public vont engendrer un problème de salles qui ne se posait pas cette année.

X. LATOUR ajoute qu'il va falloir tenir compte, en plus, du calendrier de l'alternance. Actuellement, le rythme de l'alternance est une semaine sur deux entreprise/faculté. Lors d'une réunion avec les maîtres de stage, il est apparu que ce rythme ne faisait pas l'unanimité dans les entreprises, parce que cela éloigne l'étudiant de l'entreprise une semaine entière. D'un point de vue pédagogique, ce rythme n'est pas tout à fait satisfaisant

non plus car cela coupe l'étudiant du rythme de travail universitaire.

Une discussion sur le rythme de l'alternance s'engage.

Il n'y a pas l'unanimité à ce sujet mais une réflexion sur ce calendrier de l'alternance doit être menée, car compte tenu des mutualisations qui existent, il va falloir que le calendrier soit le même pour tout le monde, avec une contrainte supplémentaire, qui est celle du Master Administration et liquidation des entreprises en difficulté, pour lequel une alternance en semaine est impérative, parce que ces étudiants ont des contrats loin de Nice.

Il n'y a pas de rythme idéal car il diffère en fonction des attentes des entreprises ou organisations. Il ne faut pas oublier surtout l'intérêt de tous les étudiants, qu'ils soient en alternance ou pas.

Le Doyen demande au Conseil de voter sur la demande de création du Master DL4T.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité la demande de création du Master DL4T telle que présentée.

3. Relations internationales

3.1. Renouvellement de la convention d'application Double Licence Droit avec l'ARENAP *(pour validation des instances universitaires)*

Le Doyen donne la parole à G.-C. GIORGINI, Vice-Doyen Relations internationales.

Le premier projet soumis à l'examen du Conseil est celui du renouvellement de la convention avec l'ARENAP (Académie Russe d'Economie Nationale et d'Administration Publique auprès du Président de la Fédération de Russie), établissement d'enseignement supérieur russe comparable à l'ENA français, partenaire stratégique de l'Université Nice Sophia Antipolis et de l'Université Côte d'Azur.

Les programmes que nous avons en partenariat avec l'ARENAP, concernent le niveau Licence et Master, et sont afférents au droit public et au droit privé.

Ces programmes fonctionnent plutôt bien, même si nous avons connu des difficultés qui étaient liées notamment au niveau linguistique des étudiants.

Trois projets d'accords de double diplôme au niveau Master ont été présentés lors du précédent Conseil de gestion, pour lesquels les projets envisagés s'inscrivent dans une véritable dimension d'accompagnement de nos partenaires russes, afin de leur permettre d'ouvrir des nouvelles filières, dans le cadre d'un partenariat scientifique et pédagogique très approfondi.

Sur la question de la Licence, cela correspond à la convention qui est actuellement en cours d'exécution et qui a été validée par ce Conseil il y a à peu près deux ans.

Nous couvrons simplement un parcours un peu différent, puisque c'est le parcours « Droit », avec une spécialisation de « Droit international » du côté de l'ARENAP, et de notre côté le programme est celui de notre nouvelle Licence telle qu'elle est déployée depuis maintenant un an. L'échange concernera uniquement la troisième année, lors de laquelle les étudiants russes viendront à Nice.

G.-C. GIORGINI tient à signaler, qu'avec toute l'équipe décanale, il a tenu bon pour que, du point de vue pédagogique, un certain nombre de conditions soient respectées, notamment sur les questions linguistiques. Il nous a été demandé à plusieurs reprises si nous pouvions

abaisser le niveau qui était requis, ce qui n'a pas été fait, dans l'intérêt même des étudiants qui participent au programme, car il a été constaté que c'était le principal obstacle à la réussite de ces étudiants.

Le Doyen demande au Conseil de voter sur le renouvellement de cette convention.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité le renouvellement de la convention d'application Double Licence Droit avec l'Académie russe d'économie nationale et d'administration publique (ARENAP)

Annexe : Convention

3.2. Projet d'accord-cadre de coopération avec l'Université Aleksandër Moisiu de Durrës (pour validation des instances universitaires)

Ce projet a été élaboré dans le prolongement d'une visite effectuée par le Doyen, qui s'est déroulée dans d'excellentes conditions, auprès de l'Université Aleksandër Moisiu à Durrës (Albanie), une université qui a une histoire assez récente mais qui connaît depuis plusieurs années un développement extrêmement important.

Une analyse, réalisée pour cerner les qualités et les particularités de ce partenaire, a permis de repérer que plusieurs Ministres du gouvernement albanais sont diplômés de l'Université de Moisiu.

Il s'agit pour l'instant d'un accord-cadre, dont l'objet est de promouvoir et encourager, pour les partenaires, leur coopération et leurs échanges en matière d'enseignement et de recherche. Cet accord sera le support au développement d'autres accords de partenariats plus approfondis.

Les perspectives de partenariat avec l'Université Moisiu paraissent importantes. Cela correspond aussi à un souhait des instances de l'Union Européenne, dans le cadre de la procédure d'adhésion de l'Albanie à l'Union Européenne, d'accompagner les établissements d'enseignement supérieur albanais.

Cela nous donne les fondements de prévoir un futur avec des vraies perspectives.

Le Doyen précise que l'Université Moisiu, dans laquelle il s'est rendu et a été reçu par le Recteur, est une université publique, mieux considérée que l'Université de Tirana, et soumise comme notre Université à une évaluation par une instance nationale. Elle compte 3000 étudiants environ. Les étudiants albanais ont généralement un beau niveau académique.

L'Ambassade de France nous a sollicité et a accompagné le processus, y compris financièrement.

L'intérêt s'est porté, pour le moment, sur le Master Administration des collectivités territoriales, car il y a une intention de structurer les collectivités territoriales. Ce partenariat pourrait ouvrir sur des perspectives de double –diplomation.

Le Doyen demande au Conseil de voter sur ce projet d'accord-cadre.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité le projet d'accord-cadre de coopération avec l'Université Aleksandër Moisiu de Durrës.

Annexe : Projet d'accord-cadre

3.3. Projet de convention-cadre de partenariat avec l'Union des Juristes de la Fédération de Russie *(pour validation des instances universitaires)*

L'idée d'envisager un partenariat avec l'Union des Juristes est apparue à la suite d'échanges avec des parents d'étudiants qui ont participé au programme de double-Licence Droit avec l'ARENAP, et qui nous ont dit faire partie d'un grand cabinet d'avocats russes, et avoir des fonctions dans cette association russe importante qu'est l'Union des Juristes de la Fédération de Russie.

Ce partenariat s'inscrit dans la même logique que le partenariat que nous avons avec le Tribunal de Grande Instance et l'Ordre des avocats au Barreau de Grasse avec, dans le cas présent, un partenaire privé étranger.

Le contenu, rédigé à partir du modèle existant d'accord avec nos autres partenaires locaux, a été adapté en tenant compte des dernières évolutions, notamment de l'entrée en vigueur du règlement européen sur la protection des données (RGPD).

Il s'agit d'un accord par lequel sont stipulés les engagements de l'Union des Juristes et de l'Université qui s'engagent à travailler en partenariat lors d'actions et d'événements définis.

Du point de vue des engagements de l'Université, ce sont les mêmes que nous avons pris pour les autres partenaires : sensibilisation aux métiers du droit, mise à disposition de locaux dans la limite des capacités d'accueil, diffusion des offres de stages qu'il nous ferait parvenir (l'Union des juristes a des relais en France dans un certain nombre de cabinets d'avocats et dans d'autres pays de l'Union Européenne), participation des membres à des projets de recherches communs, et création d'événements UCA/UNS/Union des Juristes.

Ce projet de convention-cadre de partenariat est intéressant, dans la mesure où nous allons avoir de plus en plus d'accords de double-diplomation avec la Russie.

Le Doyen demande au Conseil de voter sur ce projet de convention.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité le projet de convention-cadre de partenariat avec l'Union des Juristes de la Fédération de Russie.

Annexe : Projet de convention-cadre

Giulio GIORGINI, Vice-Doyen, fait le point sur les relations internationales.

Actuellement, l'action du Bureau des Relations Internationales se porte essentiellement sur deux axes.

L'édition de toutes les conventions est en cours, afin de mettre en œuvre la procédure de renouvellement, pour celles qui arrivent bientôt à échéance. Le Conseil sera saisi dans une prochaine séance des propositions de renouvellement pour un certain nombre d'accords.

Par ailleurs des négociations sont en cours, avant signature, concernant des doubles diplômes, qui concernent essentiellement l'ARENAP, mais aussi l'Université internationale de Casablanca.

Un travail est engagé également avec le Qatar, ainsi que récemment avec le représentant en France de l'Université Jiao Tong, à Shanghai, l'Université qui établit le classement des Universités. Une réflexion a démarré et les partenaires se montrent extrêmement intéressés. Le partenariat porterait sur un accord de mobilité, et surtout la mise en place de programmes au niveau doctorat. Ce serait un diplôme d'établissement niveau doctorat, dirigé essentiellement vers les cadres supérieurs des grandes entreprises chinoises, très

demandeurs de programmes pointus pour correspondre aux besoins de leurs entreprises respectives.

4. Calendrier universitaire 2019-2020 *(pour validation CFVU)*

Le Doyen présente le projet de calendrier 2019-2020 pour la Faculté, qui s'inscrit dans le calendrier global de l'Université.

Ce calendrier a été élaboré en tenant compte de différentes contraintes. Il a dû s'harmoniser avec l'UFR LASH, en raison de la Licence commune Philosophie-Droit et le parcours « Science politique » de la Licence d'Histoire.

Les marges de manœuvre sont réduites, en raison également des deux semaines dédiées à l'évaluation des compétences transversales et de la période « Enjeux » en début d'année universitaire.

Le Professeur Xavier LATOUR, Vice-Doyen Pédagogie, rappelle que la période « Enjeux » est une période dédiée à l'accueil des étudiants entrant en Licence 1, déterminée par l'Université, et pendant laquelle les étudiants ont la possibilité de découvrir l'univers universitaire, la faculté, les cours dispensés en droit. Cette période leur laisse également la possibilité de se réorienter s'ils le souhaitent, sans attendre la fin du semestre.

Les compétences transversales, gérées par l'Université, sont des modules de cours en ligne : anglais, compétences écrites, compétences informatiques, pré-professionnalisation. L'évaluation est elle aussi dématérialisée. Les étudiants viennent par groupe dans une salle aménagée avec des postes informatiques.

X. LATOUR remarque à ce propos, qu'en Licence 1, le taux de réussite au premier semestre a pratiquement doublé, avec 44 % de réussite. L'explication réside dans le fait que, cette année, l'Université a fait entrer l'évaluation des compétences transversales dans les moyennes. Les notes des matières juridiques sont susceptibles d'être compensées par les notes obtenues dans les compétences transversales. Il faudra en tenir compte au second semestre. Ce ne sera plus le cas l'année prochaine.

La question s'est posée de positionner tous les examens du premier semestre avant les vacances de Noël. Pour cela, la seule alternative serait de réduire l'intervalle entre le début des cours et le début des travaux dirigés de deux semaines à une semaine.

A. TRESCASES constate qu'avancer les TD serait très compliqué car les étudiants ont des difficultés pour choisir les travaux dirigés alors qu'on leur laisse déjà deux semaines.

X. LATOUR indique qu'il va falloir faire preuve de cohérence et de rigueur à ce sujet. On peut imaginer refuser les demandes de changement d'inscription aux TD et affecter les étudiants qui n'auraient pas procédé à leur inscription pédagogique dans les délais, automatiquement dans les TD pour lesquels il reste de la place.

X. LATOUR remarque par ailleurs qu'un nombre curieusement élevé de demande de rectification matérielle survient après les délibérations, de la part des chargés de TD. Cela donne l'impression que les chargés de TD succombent aux pressions des étudiants et utilisent cette marge de manœuvre de l'erreur matérielle. Il va falloir que dans les départements, les responsables de département et les responsables de matières, vérifient de beaucoup plus près la gestion des travaux dirigés.

P. RITTER rappelle que l'ancien système prévoyait la période d'examens du premier semestre après les vacances de Noël. Le placement d'une partie des examens en décembre a été réalisé suite à la demande des enseignants et des étudiants dans le but d'équilibrer les révisions.

Une discussion s'engage.

C. COURTIN rapporte que certains étudiants se sont plaints de discrimination car, au sein du même Master 1, une partie des étudiants a passé tous les examens avant Noël et l'autre groupe, après Noël.

A.DELORT explique que le calendrier des examens est élaboré en prenant en considération de nombreux éléments : les mutualisations, les matières optionnelles, les épreuves de 3 heures programmée de préférence le matin, avec le souci d'équilibrer pour chaque année le même nombre d'épreuves avant et après les vacances de Noël, la volonté de programmer les épreuves à gros effectifs la première semaine, pour que les enseignants aient plus de temps de correction, et intervertir d'une année sur l'autre pour conserver une certaine homogénéité.

En chiffre, cela correspond à 120 épreuves écrites, dont 43 épreuves écrites de 3 heures, sans compter les épreuves orales, pour le semestre 1. Là-dessus, il y a entre 25 et 30 % d'épreuves communes, ce qui engendre des contraintes.

A.ROSSI, élu étudiant, souhaite revenir sur le Master 1 Droit des affaires dont la maquette a été votée pendant l'été. Il fait remonter les remarques des étudiants qui ont indiqué que le Master avait complètement changé et aucune information pour les inscriptions n'avaient été données.

A.TRESCASES, responsable du M1 Droit des affaires, précise que la maquette présentée est celle qui a été votée. La modification apportée est l'ajout de la « Mineure DS4H » (Digital System for Humans), imposée par l'Université. Les principaux acteurs n'ont pas été capables de dire comme cela fonctionnait précisément, de fait l'équipe a dû fonctionner au fil de l'eau sur cette question.

A.ROSSI relaie le questionnement de certains étudiants, concernant le Master 1 Droit des affaires, seul M1 qui ne bénéficie pas de compensation semestrielle.

A.TRESCASES répond que la décision a été prise suite à une délibération de l'ensemble du corps enseignant de la Mention Droit des affaires, dans l'objectif que les étudiants qui accéderont à un Master 2 puis au monde professionnel auront acquis de réelles compétences dans toutes les matières.

Le constat est d'ailleurs positif. Les résultats des étudiants sont meilleurs que les années précédentes. En chiffre, cela correspond à 74 % d'étudiants admis après délibération en 2017-2018 et cette année, on est passé à 81 % d'admis à l'issue des résultats de master 1 au semestre. Les étudiants se sont mis au travail sachant qu'il n'y avait pas de compensation entre le semestre 1 et 2.

L'équipe pédagogique a discuté de la charge de travail extrêmement lourde que cela a occasionné pour les étudiants, car il leur a été imposé 4 TD au premier semestre et 2 TD au semestre 2. A partir de l'année prochaine, il y aura 2 TD par semestre.

Il est précisé que la décision de la compensation n'est pas obligée d'être prise à l'échelle de la composante et le positionnement de la Mention Droit des affaires a été soumis aux autres mentions. C'est la volonté de l'équipe de poursuivre dans cette voie, pour assurer un seuil de compétences plus uniforme qui permette ensuite aux étudiants d'avoir une vraie valeur sur le marché du travail.

P. RITTER fait part au Conseil du départ à la retraite en 2020 de M. René CHARVIN, responsable de la reprographie. Il fait l'éloge du travail remarquable de M. CHARVIN qui fait preuve d'un grand professionnalisme et d'une extrême disponibilité. P. RITTER indique qu'il compte sur le soutien du Conseil, pour garder ce service de proximité (qui n'a pas son équivalent au sein de l'Université) car ce service représente une plus-value pour les

enseignants au quotidien.

Le Doyen demande au Conseil de voter sur le calendrier proposé.

Le Conseil de gestion approuve à l'unanimité le projet de calendrier 2019-2020 proposé.

5. Questions diverses

5.1. Questionnements soulevés par l'alternance dans les Masters de droit public (pour information)

Le Doyen donne la parole au Professeur Catherine MAMONTOFF, responsable du parcours « Métiers de l'immobilier et de l'urbanisme » (M2 MIU) du Master Droit public.

C. MAMONTOFF souhaite soulever certaines interrogations qui concernent les Masters de droit public en alternance.

Le Conseil de gestion avait arrêté la somme de 6000 € pour les droits d'inscription qui sont payés par l'employeur. Il s'avère que ces droits d'inscription sont descendus à 3800 €, sans que les responsables de formation aient été informés. L'étude des conventions de gestion entre le CFA EPURE et les entreprises, ainsi que la maquette du M2 MIU disponible sur internet, a permis de constater que cela ne correspondait pas à la maquette initiale votée en Conseil de gestion. Le même dysfonctionnement apparaît pour d'autres Masters de droit public.

C. MAMONTOFF demande à ce que l'on revienne, pour la rentrée prochaine, à ce qui a été décidé par le Conseil de gestion qui est la seule décision valable.

C. MAMONTOFF fait état d'un deuxième problème. Les responsables pédagogiques n'ont pas connaissance avant signature des conventions passées entre le CFA EPURE et les entreprises, or ils sont les principales parties prenantes. Les responsables de formation doivent pouvoir avoir connaissance en amont du contrat, qui devrait être transmis et visé par le décanat et éventuellement par les responsables de Master. Elle note par ailleurs un certain nombre d'erreurs dans ces contrats.

C. MAMONTOFF relève un troisième problème : le prélèvement. Le CFA EPURE a été présenté aux responsables pédagogiques comme présentant un fonctionnement intéressant car il prenait environ 360 euros, contre 14% + 200 euros prélevé par UnicePro. L'année dernière, le prélèvement par la faculté a été de près de 60 % pour le M2 MIU. C. MAMONTOFF demande à ce que le prélèvement soit celui qui a été arrêté, c'est-à-dire environ 360 euros pour le CFA EPURE et les 15 % prélevés par la Faculté.

P. RITTER répond que le budget de la Faculté correspond à une ligne du budget de l'Université. L'Université met à disposition un budget pour l'année en cours et des recettes. Les recettes se compensent les unes les autres. Les recettes de la formation continue viennent abonder en partie le fonctionnement de la faculté.

C. TERRAZZONI remarque qu'avec ce système, les responsables pédagogiques vont se démotiver dans le développement de l'alternance, s'il n'y a aucune retombée au niveau des Masters.

P. RITTER répond qu'aujourd'hui, avec la nouvelle organisation, si l'Ecole Universitaire de Recherche (EUR) n'a pas de ressources propres liées à la formation continue, elle n'existe plus. Un exemple concret avec DL4T, les recettes générées grâce à la formation continue des Masters Droit des affaires ont permis d'amorcer le projet DL4T avec le soutien de l'UFR.

X. LATOUR souligne que cette question du financement des EUR et des ressources propres n'est pas spécifique au droit. Tous les porteurs d'EUR ont la même préoccupation et ont fait

remonter à la Présidence la volonté que l'augmentation des ressources propres ne soit pas synonyme d'une baisse de la dotation.

Un autre point sur lesquels tous les porteurs d'EUR sont d'accord est l'idée que les ressources propres doivent à la fois abonder le budget pour le fonctionnement de la structure (participer aux activités d'intérêt général) d'où le prélèvement qui doit rester acceptable, et à la fois permettre aux diplômés qui font rentrer ces ressources de mieux fonctionner en offrant plus d'activités ou de matériels au service des étudiants.

Une discussion suit sur les comptes et les sommes engendrées par l'alternance.

C. MAMONTOFF demande à ce que soit clarifié le montant des prélèvements liés à la formation continue et l'alternance, et demande qu'une réunion soit organisée avec les responsables de Masters pour faire le point.

5.2. Equipement des sanitaires *(pour information)*

A. ROSSI, élu étudiant, fait remonter le constat des étudiants quant au manque de propreté de certains espaces sanitaires. Il suggère la solution d'équiper les sanitaires d'un distributeur de produit désinfectant pour le nettoyage des lunettes de WC, comme cela est le cas dans certains établissements publics ou les aéroports.

P. RITTER indique que cela peut s'envisager, mais en ciblant les sanitaires les plus fréquentés, par exemple au rez-de-chaussée ou la bibliothèque universitaire.

Certains suggèrent des patères dans les toilettes des femmes pour suspendre un sac à main.

5.3. Séminaires d'excellence *(pour information)*

X. LATOUR fait le point sur les séminaires d'excellence. La mise en place de ces séminaires avait été décidé, dans un premier temps, pour les étudiants de Licence 1, avec le souhait de déployer au fur et à mesure sur les autres niveaux.

Les enseignants-chercheurs se sont bien mobilisés. Cela correspond à 16 heures au semestre 2 en Licence 1, puis 16 heures au semestre 3 et 4 en Licence 2. Une très bonne mobilisation des étudiants est à relever : 28 étudiants se sont inscrits sur 30 places disponibles.

Les premiers retours sont très positifs. Les étudiants ont l'air d'adhérer à la formule qui a été voulue sérieuse mais en même temps pas trop contraignante pour ces étudiants qui ont déjà une grosse charge de travail.

Les premières séances incitent à penser que ce programme va pouvoir fonctionner et qu'il va pouvoir être développé, comme il était prévu en L2 et L3 avec, pour les étudiants, un aspect très intéressant puisqu'ils vont obtenir un supplément au diplôme dont ils vont pouvoir faire état lors de leur candidature en Master, et un bonus classique dans la moyenne générale.

Ce dispositif a beaucoup plu à l'Université qui a décidé d'inscrire ces séminaires d'excellence dans les premières réalisations par anticipation de l'EUR, au titre du lien entre le Collegium (Licence) et l'initiation à la recherche en Master.

Par contre l'université n'a pas financé les heures, il faut que nous nous autofinancions.

La séance est levée à 11h30

Le Doyen
Christian VALLAR

